



# La Commune



## Une nouvelle étape

Publié le mercredi 09 janvier 2008



Bolivie

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans la situation politique que connaît la Bolivie. C'est dans la légendaire ville minière d'Oruro que le gouvernement du MAS s'est vu obligé de réunir l'Assemblée Constituante sous la protection des mineurs armés de bâtons de dynamite. L'Assemblée, après la lecture de chacun des articles du projet, en présence de secteurs minoritaires de l'opposition et en l'absence de PoDeMos, parti bourgeois d'opposition, a approuvé ses 411 articles.

Evo Morales n'a pu se contenter de cela et, quelques jours plus tard, il a décidé d'appeler à un référendum sur son mandat de Président et sur celui des gouverneurs des 9 provinces que compte le pays.

Les gouverneurs des provinces de Santa Cruz, Beni, Tarija, Pando, qui forment la "*Media Luna*" (le croissant), ainsi que les dirigeants de PoDeMos, s'opposent à la Constitution adoptée à Oruro. Ils ont décidé de relever le défi du référendum lancé par le Président de la république. C'est ainsi que s'ouvre une nouvelle étape pleine de tensions et de croissante polarisation sociale qui vont s'exprimer dans la campagne électorale à l'occasion du référendum.

### Polarisation de classe

Le gouvernement d'Evo Morales recueille le soutien des travailleurs et de la jeunesse. Il ne faut pas oublier qu'il est le produit d'une suite de semi-insurrections qui, depuis l'an 2000, ont chassé deux Présidents de la république et qui se sont terminées sur le terrain électoral par la victoire d'Evo Morales et de son parti, le MAS, avec 53,7 % des voix, en 2006.

C'est ainsi que le gouvernement d'Evo Morales se trouve face à ceux qui le soutiennent, les indigènes, les paysans et les travailleurs qui ont engagé un combat héroïque et dont le principal bastion est la ville d'El Alto, à côté de la capitale, La Paz. Il est également face à ses ennemis déclarés, les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie bolivienne à la tête desquels se trouvent les provinces de la "*Media Luna*" qui menacent de faire sécession. Ces provinces sont les moins peuplées mais les plus riches, avec 67 % du Produit Intérieur Brut de la Bolivie, ce sont celles qui concentrent la production de gaz et de pétrole, les terres les plus fertiles, celles qui ont le pourcentage de développement économique le plus élevé du pays, face à l'altiplano pauvre, arriéré et aride.

### Partisans du non

S'il ne fait aucun doute que l'oligarchie s'est engagée dans la constitution de bandes fascistes, sous la couverture de l'"*Union de la jeunesse*", intitulées "comités civiques" dans la province de Santa Cruz, en déployant une campagne d'actions violentes et de menaces de guerre civile, il n'en reste pas moins que la relation de force ne lui est pas favorable. L'échec des différentes grèves civiques, des grèves de la faim et l'acceptation du référendum sont une preuve palpable de cette situation.

Cette faiblesse circonstancielle ne veut pas dire pour autant que la bourgeoisie est défaite ou qu'elle ne livrera pas bataille, bien au contraire : elle va engager toutes ses forces dans le non au référendum avec le soutien de l'Église et de l'impérialisme américain pour infliger une défaite à Evo Morales et au MAS, mais surtout pour donner une leçon aux masses.

### Du côté du oui

Des milliers d'ouvriers et de paysans ont manifesté à l'appel de la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) et d'autres organisations populaires, dans toutes les provinces et en particulier dans celles dirigées par la réaction, pour soutenir la Constituante et pour un référendum révocatoire des gouverneurs qui s'y opposent.

Des millions d'ouvriers et de paysans boliviens veulent l'accomplissement de l'"*agenda d'Octobre*" - ainsi nommé en référence au mois d'octobre 2003, date à laquelle a été chassé le président Sánchez de Losada. Cet agenda, c'est la nationalisation des hydrocarbures, du pétrole et du gaz, la restauration des droits sociaux et nationaux des indigènes opprimés et la réforme agraire. Au sujet de cette dernière, rappelons par exemple que dans la province de Santa Cruz, plus grande que l'Allemagne, existent 391 propriétés dépassant chacune plus de 10 000 hectares et qui pour la plupart ne sont pas exploitées.

l'accomplissement de ces tâches ne peut se faire qu'à travers une défaite de l'oligarchie et de l'impérialisme, ce qui implique l'engagement sans équivoque pour la victoire du oui au référendum révocatoire convoqué pour cette année 2008.